

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°7 - 17 janvier 2010

# **Services publics : une richesse dilapidée**

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : dimanche 17 janvier 2010

---

**Démocratie & Socialisme**

---

Oui, les services publics sont une richesse : la richesse de ceux qui n'ont rien, ou pas grand-chose, et qui peuvent accéder quand même à l'éducation, à l'information, au soutien, aux soins, aux secours. Cette richesse-là ne plait pas à la droite sarkoziste, parce qu'elle est facteur d'égalité. Et dans le monde des sarkozistes, chacun doit avoir en fonction de ses « mérites », c'est-à-dire le plus souvent de son héritage, financier ou socio-culturel, et pas en fonction de ses besoins.

Alors, on dilapide notre richesse de service public. Cela s'appelle la RGPP (révision générale des politiques publiques), qui touche tous les secteurs. Désormais, l'ANPE n'existe plus, elle est remplacée par un « Pôle emploi » dont les agents ont un statut privé. Les Universités sont « responsabilisées » et doivent trouver elles-mêmes une bonne part de leur financements... privés. Dans les services déconcentrés de l'État (les préfectures, les directions départementales, etc.), c'est la foire aux fusions de missions. Désormais, un fonctionnaire recruté pour un métier, qualifié pour l'exercer, compétent dans les tâches qu'il a à accomplir, pourra être déplacé dans un autre service, sur une autre mission, voire licencié, si l'on supprime des postes. Et des postes, on en supprime des dizaines de milliers chaque année. C'est le syndrome « France télécom » qu'on inaugure pour des millions d'agents de l'État.

Même l'éducation est mise à mal. Les suppressions de postes, bien sûr, mais aussi les « réformes » qui remettent en cause les enseignements disciplinaires au lycée, accentuent la hiérarchie entre les « bons » bacs et les autres, dépossèdent les élus de la communauté éducative de l'essentiel de leur pouvoir de décision et mettent en place une concurrence « libre et non faussée » entre les établissements scolaires.

Le 21 janvier, les agents des services publics seront en grève. Et ils ont bien raison !